



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'UTILITE PUBLIQUE
ET DES PROCEDURES ENVIRONNEMENTALES

DECISION

**n°2019.PREF/DCPPAT/BUPPE/ 141 du 15 juillet 2019
dispensant de réaliser une étude d'impact en application de l'article R.122-3 du code de
l'environnement à la société SEMAVERT BTP sur la commune d'ECHARCON**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, en qualité de préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU le décret du 12 octobre 2017 portant nomination de M. Abdel-Kader GUERZA, Sous-Préfet hors classe en qualité de sous-préfet de Palaiseau,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019.PREF-DCPPAT-BCA-018 du 21 janvier 2019 portant délégation de signature à M. Abdel-Kader GUERZA, sous-préfet de Palaiseau,

VU l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement,

VU la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale n° DRIEE-UD91-003-2019 relative au projet de nouvelle activité de traitement de déchets non dangereux à savoir la maturation et le criblage/tri des mâchefers bruts sur le site exploité par SEMAVERT BTP situé sur l'Ecosite de Vert-le-Grand à ECHARCON (91540) reçue complète le 13 juin 2019,

VU l'avis de l'agence régionale de la santé d'Ile-de-France daté du 19 juin 2019,

CONSIDERANT que le projet consiste en :

- la construction de casiers de stockage couverts pour stocker les mâchefers à traiter et ceux en attente avant d'être vendus,
- l'aménagement d'une zone de tri/criblage non couverte avec un nouvel équipement de broyage concassage,
- l'extension de la plate-forme sur une réserve foncière de 25 000 m² pour déplacer les activités existantes, L' emprise du site passe de 10 ha à 12,5 ha,
- La modification de la gestion des eaux pluviales.

CONSIDERANT que le projet consiste en une installation soumise à autorisation au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'Environnement (ICPE – rubrique 2791 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9 du code de l'Environnement) et qu'il relève donc de la rubrique 1° a) « Projets soumis à examen au cas par cas » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'Environnement,

CONSIDERANT que le projet s'implante sur un site déjà exploité par l'exploitant SEMAVERT sur la commune d'ECHARCON,

CONSIDERANT que les mâchefers à traiter proviennent de l'incinérateur situé sur l'Ecosite de Vert-le-Grand,

CONSIDERANT que le projet n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur le milieu naturel, de générer des risques sanitaires ou des nuisances supplémentaires (bruits, odeurs, vibrations, émissions lumineuses, trafic routier) ni de générer des modifications sur les activités humaines dont notamment l'usage des sols,

CONSIDERANT que le projet ne présente pas de sensibilité particulière au regard des risques naturels et du paysage,

CONSIDERANT que le projet ne présente pas d'impact vis-à-vis des espaces NATURA 2000,

CONSIDERANT que le projet n'engendre pas de modification en termes de trafic routier,

CONSIDERANT qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé,

DÉCIDE

ARTICLE 1^{er} :

La réalisation d'une étude d'impact n'est pas nécessaire pour le projet de traitement de déchets non dangereux à savoir la maturation et le criblage/tri des mâchefers bruts sur le site exploité par SEMAVERT BTP situé sur l'Ecosite de Vert-le-Grand à ECHARCON (91540).

ARTICLE 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

ARTICLE 3 :

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de l'Essonne et de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France.

ARTICLE 4 :

La décision dispensant d'une étude d'impact rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut pas faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

~~Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
Le Sous-Préfet de Palaiseau~~


Abdel-Kader GUERZA

